



CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

FOURNITURE ET MISE EN ŒUVRE D'UNE SOLUTION DE GESTION DU FICHIER CONSULAIRE UNIQUE (FCU) POUR LA CCI DE REGION HAUTS-DE-FRANCE

CCIR-DRE-2026-05

**Chambre de Commerce et d'Industrie de Région Hauts de France
(CCIR HDF)**

Établissement public administratif
299 Boulevard de Leeds 59000 LILLE
SIRET 130 022 718 00014



CCI HAUTS-DE-FRANCE



CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Sommaire :

GLOSSAIRE -PREAMBULE – DEFINITIONS	Page 3
1. CONTEXTE ET OBJECTIFS	Page 4
2. FICHIER CONSULAIRE EXISTANT	Page 5
2.1 Utilisateurs	Page 5
2.2 Ressortissants	Page 5
2.3 Interfaces applicatives	Page 5
2.4 Exploitation des données	Page 6
3. DEFINITION DES BESOINS ET ATTENTES FONCTIONNELLES	Page 6
3.1 Besoins généraux	Page 6
3.2 Périmètre du projet et utilisation de la solution	Page 7
3.3 Besoins fonctionnels et résultats attendus	Page 7
○ Constitution du Fichier Consulaire	Page 7
○ Reprise partielle des données du Fichier Consulaire existant	Page 9
○ Alimentation du Fichier Consulaire	Page 9
○ Règles de gestion des dirigeants	Page 11
○ Ergonomie et fonctionnalités de navigation de la solution	Page 11
○ Interfaces applicatives	Page 12
○ Réversibilité – restitution des données	Page 12
○ Accompagnement des utilisateurs	Page 12
○ Gestion des droits utilisateurs	Page 13
○ Supervision et traçabilité	Page 13
4. ELECTIONS CONSULAIRES	Page 13
5 EXIGENCES TECHNIQUES	Page 15
5.1 Sécurité	Page 15
○ Hébergement de la solution	Page 15
○ Sécurité des données	Page 15
○ Sécurité des accès	Page 15
○ Pré-requis techniques	Page 15
5.2 Architecture applicative et technique, intercommunication	Page 16
○ Analyse et exploitation des données	Page 16
○ Echange de données	Page 17
6. EXPLOITATION	Page 17
○ Continuité d'activité	Page 17
○ Dysfonctionnements techniques et indisponibilité de service	Page 17
○ Expertise indépendante	Page 18
7. EVOLUTIVITE & ROADMAP	Page 18
8. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	Page 18
8.1 Principes généraux	Page 18
8.2 Renvoi au contrat et à ses annexes	Page 1
8.3 Engagement du titulaire	Page 19
9. ORGANISATION ET PHASES DU PROJET	Page 19
9.1 Phases du projet	Page 19
9.2 Tests et Recette	Page 19
9.3 Contrainte de délais	Page 19





CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

GLOSSAIRE

CCIR	: Chambre de Commerce et d'Industrie Régionale
CCIL	: Chambre de Commerce et d'Industrie Locale
CCI	: Chambre de Commerce et d'Industrie
CCTP	: Cahier des Clauses Techniques Particulières
CFE	: Centre de Formalités des Entreprises
EPCI	: Établissement Public de Coopération Intercommunale
FCU	: Fichier Consulaire Unique
HO / HNO	: Heures Ouvrées / Heures Non Ouvrées
RNE	: Registre National des Entreprises
SaaS	: Software as a Service
SSO	: Single Sign-On (Authentification unique)

PRÉAMBULE - DÉFINITIONS

Le présent marché a pour objet la fourniture et le déploiement d'une solution de gestion d'un fichier consulaire unique pour la Chambre de Commerce et d'Industrie de région Hauts de France (CCIR HDF).

Le terme « déploiement » recouvre l'ensemble des prestations indispensables pour rendre la solution pleinement exploitable en conditions opérationnelles. Il comprend notamment l'installation et la configuration, la mise en service fonctionnelle (incluant la constitution du fichier consulaire), la mise en place des interfaces, la réalisation des tests, ainsi que les actions de transfert de compétences, de formation, d'assistance et de conseil auprès des utilisateurs.

Le projet s'inscrit dans une démarche régionale visant à mettre à jour, renforcer la qualité et la fiabilité des données du fichier consulaire de la CCIR Hauts-de-France, tout en automatisant les processus d'alimentation et d'intégration de ces données.

Le périmètre couvre la CCIR Hauts-de-France ainsi que les sept CCI locales suivantes : CCIL Grand-Lille, CCIL Artois, CCIL Grand-Hainaut, CCIL Littoral, CCIL Oise, CCIL Amiens-Picardie et CCIL Aisne.

Les volumétries mentionnées sont fournies à titre de repères et d'ordre de grandeur ; elles ne présentent pas de caractère contractuel. Le titulaire devra réaliser les prestations selon les quantités nécessaires et sans coûts supplémentaires pour la CCI.



1. CONTEXTE ET OBJECTIFS

Jusqu'au 31 décembre 2022, l'alimentation du fichier consulaire des CCI reposait sur la remontée des formalités d'entreprise issues des CFE CCI, Chambres de Métiers et de l'Artisanat et Greffes du Tribunal de Commerce (Articles 3, CFE virtuel), ce qui permettait aux CCI de disposer d'un flux complet et régulier d'informations, garantissant une couverture exhaustive des ressortissants CCI.

Depuis l'entrée en vigueur, au 1er janvier 2023, du guichet unique et du Registre national des entreprises (RNE), les CCI ne reçoivent plus directement les formalités saisies au quotidien. Cette évolution ne permet plus d'assurer la mise à jour intégrale et continue du fichier consulaire selon les modalités antérieures. Si la loi PACTE prévoit la transmission aux CCI des données du RNE, les informations actuellement accessibles ne répondent pas aux exigences de qualité requises pour la tenue d'un fichier consulaire exhaustif, notamment au regard des besoins liés à l'organisation des élections consulaires.

Dans le cadre de leurs missions de service public, les CCI ont l'obligation de maintenir à jour des bases de données économiques relatives aux entreprises relevant de leur circonscription, indispensables à l'exercice de leurs missions (article L711-3 du code de commerce).

Le fichier des entreprises constitue la principale source de données quantitatives et qualifiées. Il permet d'alimenter le CRM (base de nos actions marketing à destination des entreprises et des territoires) et de mettre en œuvre les différentes opérations nationales portées par l'État.

Les données issues du fichier consulaire sont communiquées aux collectivités territoriales de nos départements respectifs, à nos clients, ainsi qu'à AEF (Annuaire des Entreprises de France).

En interne, elles constituent un socle de référence pour les équipes CCI, servent de base pour la réalisation des études économiques et, plus largement, l'ensemble des analyses et exploitations statistiques associées.

Enfin, le fichier consulaire constitue la base opérationnelle pour plusieurs processus réglementaires et institutionnels, notamment la pesée économique, la gestion des questionnaires électoraux, ainsi que l'établissement des listes électorales dans le cadre des élections consulaires.

Dans cet objectif, la CCIR HDF souhaite retenir un prestataire pour :

- Déployer une solution de gestion d'un fichier consulaire : fiabiliser, qualifier et mettre à jour les données composant ce fichier consulaire et permettant également l'exploitation, l'analyse et la valorisation des données qu'il contient,
- Automatiser l'alimentation et les mises à jour afin d'optimiser la productivité et de permettre les exports vers les interfaces applicatives ,
- Proposer un outil de requêtage intégré,
- Gérer les processus associés aux élections consulaires (notamment pesée économique, constitution et gestion des listes électorales, etc.) ;
- Assurer la maintenance, le support et l'évolutivité de la solution

2. FICHIER CONSULAIRE EXISTANT

2.1 Utilisateurs

Les 7 CCI locales de la région Hauts-de-France utilisent actuellement un fichier consulaire unique, avec un usage par environ 40 collaborateurs répartis sur les différents sites des CCIL.

Les utilisateurs ont accès en consultation, en création, en modification et en suppression à l'ensemble des données présentes dans le fichier consulaire, avec un rattachement par CCIL pour faciliter le traitement des données.

2.2 Ressortissants

Nombre de ressortissants recensés au 31/12/2025

CCIL	Nombre d'établissements actifs	Nombre d'établissements inactifs
Grand-Lille	94 400	125 000
Artois	34 642	41 762
Grand-Hainaut	24 719	35 295
Littoral Hauts-de-France	35 294	43 545
Oise	34 859	18 830
Amiens-Picardie	20 289	16 479
Aisne	19 639	48 470
TOTAL	263 842	328 881

Les volumétries mentionnées sont fournies à titre de repères et d'ordre de grandeur ; elles ne présentent pas de caractère contractuel.

2.3 Interfaces applicatives

Le fichier consulaire alimente quotidiennement l'outil de CRM (actuellement Salesforce) avec les mouvements enregistrés sur les établissements et/ou les dirigeants (base de données CRM unique au niveau régional).

Une base de données actualisée est transmise à AEF (Annuaire des Entreprises de France) de façon hebdomadaire.

Les équipes formalités de la CCIR Hauts de France utilisent quotidiennement un outil métier pour le traitement des formalités dont les données devront être intégrées dans le Fichier Consulaire. Le candidat devra donc proposer un outil compatible ou à défaut une solution de type export et intégration des données, sans surcoût pour la CCIR Hauts de France, dans l'outil Fichier qui sera proposé.

2.4 Exploitation des données

Un outil de requêtage (actuellement BO WEBI) est disponible pour les collaborateurs en charge de la création de rapports, de l'analyse de données sur les entreprises et les territoires, de la commercialisation de fichiers, du suivi de la qualité des données, etc.

3. DEFINITION DES BESOINS ET ATTENTES FONCTIONNELLES

Le fichier consulaire unique est une base de données, regroupant diverses informations relatives aux entreprises ressortissantes des CCI de la région Hauts-de-France, et qui doit pouvoir être consultée, enrichie, historisée, qu'il s'agisse d'informations relatives aux sièges sociaux, aux établissements principaux, secondaires ou complémentaires, ou encore à leurs dirigeants et responsables locaux.

Cette base comprend des données à caractère :

- Economique :
 - Identification : des entreprises, de leurs établissements et dirigeants,
 - Activités : activités réelles de l'entreprise, des établissements, code APE, secteurs et branches d'activité,
 - Capital social,
 - Effectifs salariés
- Géographique,
- Juridique et électoral,
- Statistiques,

3.1 Besoins généraux

La solution attendue doit couvrir les domaines fonctionnels suivants :

- Gestion des ressortissants du fichier consulaire pour l'ensemble des CCI locales des Hauts-de-France
- Organisation des élections consulaires
- Exploitation, analyse et valorisation des données

Le système doit également pouvoir être interfacé avec des applications tierces, notamment le CRM régional, la plateforme AEF, l'outil métier formalités (actuellement PIXI Formalités), ainsi que tout autre outil métier concerné.

Au-delà des spécifications fonctionnelles, la CCI Hauts-de-France attend de la solution proposée :

- Une forte capacité d'évolution de l'outil
- Un gain de temps dans l'alimentation et la qualification des données

3.2 Périmètre du projet et utilisation de la solution

Le projet concerne l'ensemble des 7 CCI locales de la région Hauts-de-France, ce qui représente environ 263 842 établissements actifs.

Le tableau suivant donne une estimation du nombre d'utilisateurs par CCI locale (notamment dans le cadre de l'organisation des élections consulaires) :

CCIR/CCIL	Nombre d'utilisateurs
Grand-Lille	16
Artois	4
Grand-Hainaut	3
Littoral Hauts-de-France	4
Oise	5
Amiens-Picardie	4
Aisne	4
CCIR	
DSI	2
Service Etudes	2
TOTAL	44

Les accès seront délivrés sans limitation de nombre d'utilisateurs.

3.3 Besoins fonctionnels et résultats attendus

➤ Constitution du fichier consulaire

Le module Fichier Consulaire doit permettre de développer, exploiter et maintenir à jour une base de données unique régionale, gérée par les 7 CCI Locales en fonction de leurs périmètres géographiques respectifs.

L'outil devra notamment permettre de :

- Gérer le Fichier consulaire (organiser, créer, modifier, supprimer, imprimer, consulter, rechercher et paramétrer les données),
- Extraire des données (tous champs), procéder à des extractions et gérer des éditions pour commercialisation auprès des clients,
- Gérer des statistiques relatives à l'activité des services Fichier de la CCIR HDF

Le Fichier consulaire devra également :

- être paramétrable par utilisateurs et/ou par site, et évolutif selon les autorisations données pour les fonctionnalités requises,
- permettre la réalisation des élections consulaires par la création d'un fichier électoral extrait du fichier consulaire pour la préparation et l'édition des listes électorales, ainsi que l'élaboration de statistiques selon les paramètres souhaités.

Il doit être constitué de l'ensemble des établissements ressortissants de la CCIR HDF, inscrits au RCS, qu'il s'agisse des personnes morales ou des entreprises individuelles, que celles-ci aient un statut diffusible ou non à l'Insee. Le fichier consulaire intègre les données concernant les entreprises, les établissements et les dirigeants rattachés (responsables légaux, conjoints collaborateurs...). Ces données seront complétées avec des informations issues de la base du fichier consulaire existant.

Le titulaire proposera une génération complète d'un fichier consulaire du périmètre de la CCIR HDF constitué de données régulièrement actualisées et nécessaires à la tenue de celui-ci dont notamment :

- Le numéro SIREN pour l'entreprise et le SIRET pour les établissements,
- La mention d'appartenance au RCS, au Fichier de la CMA OU à la double appartenance RCS/CMA,
- Le titre (M ou MME) nom et prénom pour les personnes physiques,
- La date et le lieu de naissance, la nationalité
- La dénomination sociale et le sigle pour les personnes morales,
- Le capital social + devise et nature du capital,
- Nom, prénom, date de naissance et qualité (gérant, président, etc.)
- Lieu d'exercice et nature de l'activité
- La catégorie de l'établissement (siège social, établissement principal, 1^{er} établissement en France d'une société étrangère, établissement secondaire, établissement complémentaire)
- L'adresse de l'entreprise et/ou de l'Etablissement :
 - Numéro , type et libellé de la voie ou du lieu-dit,
 - Complément d'adresse (bâtiment, résidence, porte d'entrée, etc.),
 - Indications spéciales (BP, CS, etc.),
 - Commune,
 - Code postal ou cedex
 - Pays si hors de France
- Le Code APE + libellé (APEN pour les entreprises et APET pour les établissements)
- L'activité principale (objet social)
- Sigle, enseigne, nom commercial
- Date de création, de début d'activité
- Etat : Ouvert (en activité), fermé, radié, en liquidation judiciaire, redressement judiciaire, sauvegarde judiciaire.
- La distinction : personne physique / personne morale,

- Le Greffe du Tribunal de commerce et la CCIL de la région Hauts-de-France de rattachement en fonction du lieu d'implantation
- En cas de procédure particulière : date et motif de la mise en sommeil, dissolution et radiation.
- En cas de défaillance : date et nature de la défaillance : liquidation judiciaire, redressement judiciaire, sauvegarde judiciaire, faillite personnelle, interdiction de gérer.
- Coordonnées de l'entreprise, de l'établissement et/ ou du dirigeant : Numéro de téléphone, adresse e-mail
- Effectifs salariés,

Les éléments sont identifiés à titre indicatif et devront être revus, complétés et validés en phase de déploiement avec le titulaire du marché

➤ Reprise partielle des données du fichier consulaire existant

Dans le cadre de la mise en œuvre de la solution de gestion du fichier consulaire unique (FCU), le titulaire assurera la constitution du nouveau fichier consulaire à partir d'une reprise partielle des données issues du fichier consulaire existant (ci-après « FC existant ») vers la solution cible (ci-après « FCU cible »).

La reprise partielle comprendra :

Toutes les données relatives aux établissements actifs : sièges sociaux, établissements principaux, secondaires ou complémentaires, ainsi que les dirigeants et responsables locaux, et toutes les données de nature juridique économique et/ou commerciale pertinentes et nécessaires à l'établissement d'un fichier consulaire à jour et fonctionnel.

Le titulaire doit mettre en œuvre les processus (méthodologie, spécifications détaillées, outils de contrôle) nécessaires à l'initialisation d'un fichier consulaire de qualité, garantissant la fiabilité des informations présentes : les éléments proposés pour le phasage et la méthodologie seront détaillés dans l'offre.

La reprise s'appuiera sur une clé d'identification unique permettant le rapprochement entre FC existant et FCU cible (SIRET) pour les établissements.

Pour les dirigeants, le candidat précisera les identifiants utilisés (identifiant « personne » et/ou identifiant « fonction ») et les règles de rattachement.

➤ Alimentation du fichier consulaire

- **Mise à jour automatique des données** via différentes sources externes.

Plusieurs étapes se différencient dans la mise à jour du fichier consulaire :

- Qualification des données relatives aux entreprises, aux établissements et aux dirigeants (y compris les données sensibles présentes au RNE : date de naissance des dirigeants et moyens

de communication). La CCIR HDF et l'ensemble des CCI locales des Hauts-de-France bénéficient d'une habilitation niveau 2 au RNE permettant d'accéder à ces données.

- Arbitrage pour identifier des entreprises ressortissantes qu'il faut créer, modifier ou radier du fichier consulaire (y compris les entreprises individuelles ayant un statut non diffusible et certaines personnes morales intégrées dans le processus électoral) ;

La CCIR HDF attend de la solution proposée une automatisation de ces étapes de qualification et d'arbitrage pour limiter la saisie manuelle au strict minimum. Cette automatisation doit permettre de conserver un niveau de qualité des données élevé.

L'offre devra détailler les modalités de qualification, d'intégration et d'arbitrage, de ces données du fichier consulaire :

- Sources de données ;
- Règles de détection/gestion des doublons
- Règles d'arbitrage en cas de conflit entre donnée "générée/actualisée" et donnée reprise (priorités, horodatage, source de vérité) ;
- Gestion des cas particuliers (changement de SIRET, établissements fermés, non diffusibles, données manquantes, multi-établissements, etc.).
- Détail des étapes réalisées automatiquement (et données mises à jour automatiquement) ;
- Détail des étapes à réaliser manuellement (et données concernées) ;
- Périodicité de l'intégration des données.

- Imports en masse

Le titulaire doit proposer la possibilité d'importer des données en masse contenues dans des fichiers d'autres entités ou via API tierces, de façon récurrente et à la demande, par les personnes habilitées uniquement, et sans surcoût pour la CCIR HDF.

La procédure permettant ces intégrations de données en masse sera détaillée dans l'offre. Ces intégrations, pourront être réalisées à partir d'un fichier structuré et d'une clé de type n° Siret, identifiant.

Ces mises à jour peuvent concerner les moyens de communication ou d'autres champs, qu'il s'agisse des établissements ou des dirigeants. Le titulaire précisera la procédure à mettre en place pour traiter et contrôler les chargements en masse, et le cas échéant la procédure de rollback en cas d'incidents

- Qualité des données

Les CCI s'engagent dans une démarche exigeante d'amélioration continue visant à renforcer la fiabilité, la cohérence et le niveau de qualification des informations présentes dans le fichier consulaire.

Ainsi la solution intégrera de base :

- Les fichiers géographiques de référence de l'Insee (pays, régions, départements, communes, EPCI) avec mise à jour automatique régulière de ces fichiers et de la base de données (*exemple : prise en compte des fusions ou séparations de communes au niveau national*).
- Le fichier de référence des APE à la dernière version de la NAF. La nouvelle NAF entre en vigueur au 01/01/2026 avec une période d'un an de coexistence des anciens (NAF Rév 2) et des nouveaux codes APE (NAF 2025), aussi il est nécessaire d'avoir deux champs distincts (NAF Rév 2 et NAF 2025)
- Les tables de référence de base (catégories juridiques...)
- Des contrôles syntaxiques sur les e-mails, téléphones et sites web
- Des contrôles de cohérence de données (par exemple lors du choix d'une valeur de table : fonction du dirigeant par rapport à la forme juridique)
- Des fonctionnalités d'alerte en cas de création d'un établissement ou d'un dirigeant qui existe déjà dans la base de données
- Des fonctionnalités d'aide à la saisie intégrant des contrôles de validité et de transformation (par exemple forçage en majuscule)
- Le paramétrage des modalités de certaines tables (motif de fermeture d'un établissement, table des mandataires judiciaires...)
- La possibilité d'ajouter des champs pour un usage personnalisé (par exemple : observatoire du commerce, surface de vente, nombre de retours courrier...)

Plus généralement, la CCI HDF pourra solliciter la mise en place de doubles champs sur certaines données ou certains critères.

➤ Règles de gestion des dirigeants

Il s'agit des dirigeants légaux de l'entreprise, du conjoint collaborateur, du représentant permanent de la personne morale dirigeante, du responsable local d'établissement et du représentant en France d'une société étrangère. Un dirigeant légal d'entreprise est rattaché juridiquement à l'entreprise.

En cas de fin de fonction d'un dirigeant, la fonction concernée doit être historisée ainsi que la date.

Un ordre de classement doit être rattaché aux dirigeants selon sa fonction dans l'objectif de désigner le ou les électeur(s) de droit lors des élections consulaires. L'offre devra détailler les modalités de calcul de celui-ci.

Pour faciliter l'identification des dirigeants multi-entreprises, la CCIR souhaite disposer de deux identifiants : un rattaché à la personne et un autre rattaché à sa fonction au sein de l'entreprise.

➤ Ergonomie et fonctionnalités de navigation de la solution

La CCIR attend de la solution proposée :

- Une interface sobre, conviviale et ergonomique, permettant à chaque utilisateur de se l'approprier facilement (interface, navigation, fluidité, rapidité de la saisie) et simple d'utilisation (arborescences, onglets, boutons, icônes, actions...)
- Des fonctionnalités performantes de navigation et de recherche d'information (recherches multicritères sur les entreprises, les établissements et les dirigeants, recherches avec caractères

spéciaux, filtre, tri, export Excel, ...). Si l'utilisateur souhaite privilégier les actifs ou les inactifs, le filtre doit être accessible facilement.

- Un affichage visuel doit permettre de différencier les inactifs des actifs dans une liste pour les entreprises, les établissements, les dirigeants et leurs fonctions (via des couleurs de fonds, de police ou des icônes).
- La présence d'un tableau de bord permettant aux utilisateurs de visualiser rapidement les éléments clés (nombre de mises à jour réalisées et à réaliser, etc...).
- Une limitation de la saisie et des manipulations. Le logiciel devra prévoir des outils d'aide à la saisie comme des possibilités de duplication d'éléments (adresse courrier, activités...), une saisie de dates simplifiée, etc.
- Diffusion des données : la CCIR souhaite pouvoir tracer les demandes d'opposition à la diffusion des données des établissements (via un champ, liste déroulante...) et identifier facilement les entreprises ayant un statut non diffusible à l'Insee et celles avec un statut diffusion commerciale au RNE.

➤ Interfaces applicatives

La solution doit pouvoir être interfacée avec des applications tierces, notamment :

- Le CRM régional (Salesforce) : une alimentation quotidienne est attendue pour traiter les mouvements enregistrés sur les établissements et les dirigeants.
- Annuaire des Entreprises de France (AEF) : une base de données actualisée sera transmise automatiquement à AEF pour mettre à jour la plateforme de façon hebdomadaire. Les établissements inactifs ou ceux ayant demandé à ne pas être diffusés doivent pouvoir être filtrés lors de cette transmission. La non-transmission de certaines autres données doit également être possible (ex : moyens de communication).
- L'outil métier formalités (PIXI Formalités) : Les équipes formalités de la CCIR Hauts de France utilisent quotidiennement un outil métier pour le traitement des formalités dont les données devront être intégrées dans le Fichier Consulaire. Le candidat devra donc proposer un outil compatible ou à défaut une solution de type export et intégration des données, sans surcoût pour la CCIR Hauts de France, dans l'outil Fichier qui sera proposé.

➤ Réversibilité / restitution des données

Le titulaire garantira la restitution des données hébergées en cas de changement de solution ou de fin de marché, et précisera les modalités (API, exports, formats, fréquence, délais), ainsi que les périmètres couverts (données, tables, historiques, pièces associées le cas échéant).

➤ Accompagnement des utilisateurs

- **Accompagnement et formation de l'équipe projet/administrateurs**

La CCIR HDF souhaite que des administrateurs régionaux CCIR/CCIL (environ 10 personnes, constituant un groupes « référents ») soient formés et accompagnés sur le paramétrage et la prise en main de l'outil en amont et en aval de la mise en production.

Des supports de formation et guides d'utilisation détaillés seront mis à disposition des administrateurs régionaux CCIR/CCIL.

Le candidat précisera les modalités de mise en œuvre (temps de formation, en distanciel ou présentiel) et les coûts journaliers de cette formation et de cet accompagnement.

Un planning détaillé sera fourni à l'équipe projet afin de lui donner une visibilité sur les différentes étapes du projet ainsi que la mobilisation nécessaire (réunion de lancement, points de suivi réguliers, recettage...).

- Formation des utilisateurs

L'ensemble des collaborateurs en charge de la gestion du fichier consulaire sera formé et accompagné sur la prise en main de l'outil en interne par le groupe « référents » constitué des administrateurs régionaux et d'1 collaborateur par CCIL, soit environ 10 personnes.

Des supports de formation et guides d'utilisation détaillés seront mis à disposition pour diffusion aux utilisateurs.

Le cas échéant, le titulaire pourra, sur demande de la CCI, assurer des formations d'utilisateurs, dont il précisera les modalités de mise en œuvre (temps de formation, en distanciel ou présentiel) dans son offre et les coûts dans le bordereau de prix de l'accord-cadre.

➤ Gestion des droits utilisateurs

Une gestion des droits utilisateurs doit être proposée pour l'accès aux données et aux fonctionnalités, paramétrables facilement.

L'offre détaillera les modalités prévues pour la gestion de ces profils : fonctionnalités et accès à la base de données (niveau départemental ou régional).

Pour les utilisateurs, un cloisonnement par CCIL de rattachement sera proposé pour le traitement des données du Fichier consulaire, mais plus particulièrement pour la gestion des élections consulaires (gestion de la pesée, listes électorales...). L'outil devra cependant permettre une gestion régionale par les personnes disposant des droits d'accès requis.

➤ Supervision et traçabilité

La CCIR HDF souhaite disposer de fonctionnalités intégrées de traçabilité et de suivi des mises à jour des données. La solution devra donc permettre de tracer toute modification / création / suppression d'information (utilisateur, horodatage, origine de la mise à jour et historisation des données).

Toute historisation de champs devra être automatique et transparente pour l'utilisateur. Les précédentes valeurs d'un champ historisé seront accessibles en consultation. Idéalement, ces historiques pourront être requêtés à des fins de suivi qualité.

4. ELECTIONS CONSULAIRES

Les CCI organisent, tous les cinq ans, les élections consulaires qui ont pour finalité l'élection des membres des CCI locales et de la CCI de région, selon une répartition déterminée par une pesée économique.

Les élections consulaires sont organisées dans le respect de la réglementation définie par le code de commerce, le code électoral et les instructions de la DGE (Direction Générale des Entreprises).



CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

La solution proposée doit permettre la réalisation des élections consulaires selon le calendrier défini et la réglementation en vigueur (réalisation de la pesée économique, préparation et édition des pré-listes électorales et des listes électorales, édition des données permettant l'envoi des instruments de vote par correspondance et/ou par voie dématérialisée, édition de statistiques...).

Dans le cadre des opérations électorales, une étude économique de pondération dite « pesée économique » est réalisée tous les 5 ans. Elle permet d'évaluer le poids économique des différentes catégories et sous-catégories électorales au sein des circonscriptions des CCI et de déterminer le nombre de sièges des membres à pourvoir.

Les électeurs sont répartis entre trois catégories professionnelles correspondant respectivement aux activités commerciales, industrielles ou de services. Au sein de ces trois catégories, les électeurs peuvent éventuellement être répartis en sous-catégories professionnelles définies en fonction de la taille des entreprises.

La répartition des sièges entre catégorie et sous-catégorie électorale est la moyenne arithmétique des rapports de bases d'imposition de la cotisation foncière des entreprises due par les ressortissants de la CCI concernée, du nombre de ceux-ci et du nombre de salariés qu'ils emploient.

Les éléments chiffrés des trois variables précitées sont transmis :

- Par le Direction des services fiscaux en ce qui concerne les bases d'imposition de la cotisation foncière des entreprises, lesquelles sont fournies par établissement,
- Par le fichier consulaire pour le nombre de ressortissants (personnes physiques et morales immatriculées au Registre du Commerce et des Sociétés),
- Par les unions pour le recouvrement des cotisations de la sécurité sociale et d'allocations familiales en ce qui concerne le nombre de salariés des établissements.

Les champs concernant les données relatives au montant de la base d'imposition de la cotisation foncière des entreprises (CFE), l'année d'imposition et la date de recensement devront être créées et historisées par année dans l'outil. Les données devront être alimentées automatiquement par rapprochement des fichiers transmis par les organismes préalablement cités : direction des services fiscaux, URSSAF et Fichier Consulaire. L'applicatif devra prévoir des interfaces d'intégration, mais également permettre un rapprochement manuel des différents fichiers.

Le paramétrage des sous-catégories électorales doit être possible via la solution (borne d'effectif salarié). Les catégories devront être paramétrées pour tenir compte de la nouvelle nomenclature d'activités françaises.

Ce module devra faire l'objet de paramétrages complémentaires préalables à l'organisation des prochaines élections, en fonction des évolutions législatives notamment.

Pour la préparation des élections 2027 et pour remplir ses obligations réglementaires d'affichage et de modification de la pré-liste électorale, la solution devra permettre une extraction par la CCIR HDF du fichier consulaire à tout moment.





CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

La pré-liste électorale sera constituée à partir de 5 données publiques relatives aux électeurs de droit. Un questionnaire en ligne permettra aux éventuels électeurs qui ne figureraient pas sur la pré-liste électorale de pouvoir s'inscrire, mais aussi aux électeurs de droit figurant sur la pré-liste de modifier et corriger les données les concernant. Ce questionnaire est un outil national qui sera mis en place dans les prochains mois par CCI France. Les données comptabilisées dans le cadre de ce questionnaire en ligne devront pouvoir être importées par le candidat retenu dans le fichier électoral.

Un rétroplanning, un descriptif des solutions et fonctionnalités proposées pour la gestion des élections consulaires ainsi qu'une proposition tarifaire seront précisés par l'éditeur conformément aux attendus précisés dans le règlement de la consultation pour la formalisation de l'offre.



5. EXIGENCES TECHNIQUES

5.1 Sécurité

➤ Hébergement de la solution

Le titulaire précisera les options en matière d'hébergement : hébergement par la CCI Hauts-de-France ou hébergement en mode SAAS.

Dans le cas d'un hébergement en mode SAAS, le titulaire précisera dans sa réponse ses choix en matière d'hébergement (serveur dédié ou mutualisé, hébergeur de la plateforme et situation géographique, ...). Il précisera également les mesures qu'il propose en matière de sauvegarde et de restauration (PCA, délais, ...).

Un PAS (Plan d'Assurance Sécurité) devra être mis en place par le titulaire et partagé avec la CCI Hauts-de-France.

Dans le cas d'un hébergement par la CCI Hauts-de-France, le titulaire précisera les pré-requis techniques nécessaires.

➤ Sécurité des données

Le titulaire décrira les mesures qu'il met en œuvre pour garantir la sécurité des données (données accessibles sans authentification, segmentation par utilisateurs, séparation avec les autres clients, chiffrements, droits d'exports, ...).

Il précisera également dans quelle mesure et quels délais ces données sont purgées.

➤ Sécurité des accès

Dans le cas d'un hébergement en mode SAAS, la solution devra proposer un accès sécurisé visant à protéger la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des données et des services. Dans ce cas, le SSO (Single Sign-On) est le mécanisme à privilégier pour les utilisateurs internes. La CCI Hauts de France utilise le portail Azure AD de Microsoft 365.

➤ Pré-requis techniques

Le titulaire précisera si sa solution fonctionne en mode full web.

Le cas échéant, il devra indiquer la compatibilité avec les différents navigateurs, et s'il y a des contraintes techniques sur les postes utilisateurs pour le bon fonctionnement de sa solution.

5.2 Architecture applicative et technique, intercommunication

Le titulaire décrira précisément l'architecture applicative et technique mise en place, notamment :

- Description générale de l'architecture technique de la solution, en incluant les principaux composants du système, le système d'exploitation, les bases de données, les applications et services (signatures électroniques, envoi de mails, SMTP, ...) ;
- Description des flux d'échange de données (données, fréquences, protocoles de sécurisation des flux d'échanges, ...) ;
- Interfaces API disponibles, protocoles ;
- Capacités en termes d'import / export de fichiers, protocoles (sftp, ftps, ...) ; préciser si nécessité de mettre à disposition un SAS d'échange de fichiers ;
- Capacité d'intégration à d'éventuels connecteurs à des solutions externes.

Le titulaire devra proposer en prestation supplémentaire éventuelle un environnement de pré-production. La prestation supplémentaire éventuelle correspond à une option que le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de retenir ou non au moment de l'analyse de l'offre.

➤ Analyse et exploitation des données

Le titulaire doit mettre à disposition un outil de requêtes permettant à l'utilisateur, en fonction des droits qui lui auront été accordés, d'exploiter l'ensemble des informations de la base (données, tables...) à partir de critères de sélection paramétrables avec restitution des résultats sous forme de comptage, d'affichage, de rapports exportables aux formats bureautiques standards actuels (Excel, PDF, texte...), avec choix des critères de tri et cumuls intermédiaires sur ces critères.

Idéalement un rapprochement des données du fichier consulaire avec des fichiers externes et une planification des extractions seraient appréciés.

A défaut d'outil intégré à la solution répondant à ces besoins, l'éditeur devra mettre à disposition la base de données (ou copie de la base de données) ou un outil d'extraction pour que les données puissent ensuite être exploitées par les CCI.

Les requêtes pourront être enregistrées avec traçabilité de l'utilisateur et de la date d'enregistrement. L'outil devra permettre de rechercher facilement une requête (favoris, date, mot-clé, libellé).

L'offre détaillera les modalités de restitution et d'exploitation des données par les utilisateurs, ainsi que le délai d'actualisation des environnements de restitution et de requêtage.

➤ Echange de données

La CCI Hauts-de-France dispose et exploite la solution TALAXIE (ETL) pour la mise en place d'interfaces applicatives. Le titulaire précisera dans sa réponse si des API sont disponibles, et le cas échéant quelles sont les modalités d'accès aux données de la solution, qui permettront la réalisation d'interfaces applicatives et garantiront l'évolutivité avec l'éco-système SI de la CCI Hauts-de-France.

6. EXPLOITATION

➤ Continuité d'activité

Un dispositif de secours offrant les mêmes garanties en termes de sécurité et de résultats que le système principal devra être prévu afin de prendre automatiquement le relais en cas de défaillance ou de panne n'entraînant pas d'altération des données. Le prestataire décrira dans sa réponse les caractéristiques du système de secours qu'il propose pour prendre le relais.

En cas de dysfonctionnement informatique résultant d'une attaque du système par un tiers, d'une infection virale, d'une défaillance technique ou d'une altération des données, la CCI Hauts-de-France aura compétence, après avis du titulaire sélectionné, pour prendre toute mesure d'information et de sauvegarde, notamment pour décider la suspension des activités liées à la solution.

➤ Dysfonctionnements techniques et indisponibilité de service

En cas d'indisponibilité de la plateforme constatée par la CCI ou par lui-même, le titulaire s'engage sur les délais de résolution suivants :

Niveaux de criticité	Délai d'intervention	Délai de correction
Bloquant**	1 heure ouvrée	3H* pour une solution de contournement 8H* pour une résolution complète
Majeur***	2 heures ouvrées	4H* pour une solution de contournement 1 jour ouvré pour une résolution complète
Mineur****	48 heures ouvrées	3 jours ouvrés pour une résolution complète
* heure(s) ouvrée ** incident bloquant : un incident est réputé bloquant quand il empêche le déroulement complet d'une ou plusieurs fonctionnalités *** incident majeur : un incident est dit majeur quand il impacte une fonctionnalité, sans pour autant empêcher le déroulement complet de la séquence. **** incident mineur : un incident est dit mineur quand il n'est ni bloquant, ni majeur		

Dans le cadre de la TMA, le titulaire précisera les modalités pratiques de suivi des incidents (plateforme ticketing, numéro d'appels, ...).

Le titulaire s'expose à des pénalités en cas de non- respect de ces délais. Elles sont exposées dans le CCAP.

➤ Expertise indépendante

Préalablement à sa mise en place ou à toute modification substantielle de sa conception, la solution pourrait, sur demande de la CCI Haut-de-France, faire l'objet d'une expertise indépendante, destinée à garantir la conformité du logiciel avec les obligations légales, ainsi que les recommandations de la CNIL et à vérifier le respect des garanties de sécurité et de confidentialité des données.

Le prestataire serait alors chargé d'accompagner l'expert mandaté par la CCI Hauts-de-France et devrait lui mettre à disposition toutes les informations utiles pour la réalisation de l'expertise.

Le rapport d'expertise, et ses annexes seraient alors remis à la CCI Hauts-de-France et au titulaire.

7. EVOLUTIVITE & ROADMAP

Le titulaire présentera dans sa réponse la roadmap logicielle sur laquelle il s'engage (fonctionnalités, connecteurs, technique).

Il présentera sa méthodologie en ce qui concerne la priorisation des évolutions avec ses clients, les procédures de validation par la CCI Hauts-de-France avant mise en production, la procédure de rollback en cas d'incidents liés à une mise à jour.

8. PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

8.1 Principes généraux

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des dispositions légales et réglementaires applicables en matière de protection des données à caractère personnel, notamment le Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 (RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, dite « Informatique et Libertés ».

8.2 Renvoi au CCAP et à ses annexes

Les modalités détaillées relatives :

- aux rôles et responsabilités de chaque partie
- aux finalités et à la nature des traitements confiés ;
- aux catégories de données et de personnes concernées ;
- aux obligations du sous-traitant en matière de confidentialité, de sécurité organisationnelle et technique, et d'assistance ;
- aux conditions de recours à la sous-traitance ultérieure et de transfert de données hors UE;

- aux modalités de notification des violations de données ;

○ Ainsi qu'aux mesures de restitution, ou de suppression des données à l'issue de l'accord-cadre sont définies à l'article 4.1.9 du CCAP et dans ses annexes RGPD (Annexe 1 et 2) et Sécurité (Annexe 3).

Ces annexes doivent être complétées par le titulaire avant la notification de l'accord-cadre, conformément aux indications figurant dans le CCAP.

8.3 Engagement du titulaire

Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance :

- de l'ensemble des exigences énoncées dans le Contrat et ses annexes RGPD et Sécurité ;
- des obligations lui incombant au titre du RGPD et de la réglementation applicable ; et s'engage à les respecter intégralement pendant toute la durée d'exécution du marché.

9. ORGANISATION ET PHASES DU PROJET

9.1 Phases du projet

Le projet doit être mené en étroite collaboration avec l'équipe projet CCIR/CCIL, et doit expliciter :

- Le rôle des différents contributeurs,
- Les charges et niveaux de disponibilités dans le temps, tout le long du déroulement du projet, tant au niveau du titulaire que de l'équipe métier et de la DSI de la CCI Hauts-de-France,
- La méthodologie adoptée, les outillages mis en œuvre, etc. qui assureront la délivrance des fonctionnalités attendues dans le respect du planning et du budget du projet.

Le calendrier détaillé des différentes phases comprendra notamment :

- Le lancement du projet
- L'analyse fonctionnelle et technique
- Initialisation de la base de données et reprise de données complémentaires
- Conception (paramétrages, développement interfaces...)
- Tests de validation (validation fonctionnelle, interfaces, correctifs...)
- Formation fonctionnelle et technique
- Démarrage opérationnel

9.2 Tests et recette

Le titulaire fournira des scénarios de tests permettant à l'équipe projet de procéder aux tests de validation de la solution.

9.3 Contrainte de délai

L'outil et les utilisateurs doivent être opérationnels au plus tard pour le 31 juillet 2026 (initialisation, paramétrages, reprise de données, mises à jour, formation, admission (réception) de la solution par la CCI). La notification de l'accord-cadre est envisagée pour la seconde quinzaine du mois d'avril 2026 (date estimative : 21 avril 2026)

Le candidat remettra un planning prévisionnel dans sa réponse.